

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

[Retour au format normal](#)

LYCÉENS, ÉTUDIANTS ET TRAVAILLEURS DE LA
FONCTION PUBLIQUE DANS LA RUE À SAINT-DENIS

Saint-Denis : Unité d'action de la jeunesse et des grévistes

Publié dans l'édition du **16 mai 2008**
(page 3)

Au son du maloya, lycéens, étudiants, syndicalistes et grévistes de la fonction publique ont manifesté hier pour un autre projet de société. Ils refusent les suppressions de postes qui signifient un service public privatisé, à deux vitesses, et rappellent qu'à La Réunion, la situation est déjà tendue avec un manque d'enseignants notamment.



Le maloya a souligné la spécificité réunionnaise de cette mobilisation.
(photo M.M.)

« *Xavier, nou lé en kolèr, pou sa nou desand dan somin, a somin Saint-Denis sa lé lon, a tipa tipa narivé, mi konpran pi mi konpran pa koman mi sa va rod un stage* », « *Sarkozy, roul pa nou kari soud'ri* », « *Lycéens en colère* » : au son du roulèr, de nombreux jeunes et grévistes des services publics ont participé à une manifestation importante hier à Saint-Denis. Le son de ces airs de maloya les a transcendés, leur donnant les forces nécessaires pour conserver, sous un soleil de plomb du début à la fin, un dynamisme insufflé par les jeunes des lycées et de l'IRTS qui ouvraient le cortège. Le maloya a souligné la spécificité réunionnaise de cette mobilisation, renforçant encore la cohésion de cette manifestation unitaire.

« *Une manifestation contre la casse sociale orchestrée par le gouvernement ultra-libéral qui a décidé, pour des raisons comptables, de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite* », Eric Soret de la FSU donne le ton des revendications du mouvement unitaire de la fonction publique, des lycéens et des étudiants hier matin entre le Jardin de l'Etat et la Préfecture.

C'est un vaste plan de suppressions d'emplois qui s'annonce : 20.000 par an pendant cinq ans, soit 100.000 fonctionnaires en moins au niveau national.

« *La qualité du service public va se dégrader* », précise le syndicaliste. Cela concerna tous les services publics, et notamment l'Education nationale. « *Le nombre d'élèves par classe va augmenter, dans le 1er degré, on a des classes de 27-28 élèves* », poursuit-il, ce qui amène à s'interroger sur comment apprendre correctement à lire à tous dans de telles conditions.

« **Donner la parole à la jeunesse** »

Les manifestants dénoncent « *une privatisation des services publics* ». « *Les lycées professionnels sont attaqués, c'est la précarisation des travailleurs dans l'Education nationale, dans les services fiscaux, à la Poste, à l'hôpital* », rappelle-t-il, « *tout cela pour des raisons budgétaires, alors que ce gouvernement offre des cadeaux au patronat et aux riches* ». Eric Soret indique que la FSU « *espère que cette journée va marquer le début d'un grand mécontentement général qui trouvera sa traduction dans l'action unitaire public-privé pour une autre conception de la société* ».

Guillaume Aribaud de l'UNEF indique que son mouvement soutient les lycéens. « *Nous vivons les prémices du mouvement, on s'organise. Il faut donner la parole à la jeunesse, c'est nous l'avenir* ».

Il constate que les mesures prises par le gouvernement « *ne vont pas dans le sens du service public, cela contribue à une société à deux vitesses* ». Autrement dit, ceux qui ont les

moyens de s'offrir des cours privés auront les moyens de s'en sortir, tandis que la majorité de la population, celle dont l'évolution sociale dépend du service public d'éducation, verra une dégradation de ce service, et donc un accroissement des inégalités entre ceux qui ont déjà des moyens financiers, et ceux qui n'en ont pas.

« Nous ne voulons pas d'une société sélective, il faut donner sa chance à tout le monde. On manque de moyen à La Réunion. Qu'on écoute la jeunesse », conclut-il.

Cette jeunesse était présente en masse hier. Plusieurs centaines de lycéens ouvraient le défilé. *« On fait grève contre les suppressions d'emplois et contre le sur-reffectif dans les classes »,* affirment Aurore, Paul et Giovanni, lycéens à Saint-André. Pour eux, la diminution des postes dans la fonction publique, c'est une possibilité d'emploi qui se ferme.

L'autre revendication concerne le Bac Pro, dont la durée de formation est portée à trois ans au lieu de deux. *« Cela empêche les jeunes de passer le BEP »,* Ils insistent également sur les ratés de la décentralisation qui se traduit par des moyens en baisse depuis le transfert. Résultat : la qualité des repas n'est parfois pas assurée du fait d'un manque de TOS.

Ils déplorent avant tout un manque croissant de disponibilité des enseignants, qu'ils attribuent à un sous-effectif. Le résultat est que de plus en plus de jeunes sont obligés d'avoir recours à des cours de soutien qu'ils doivent payer auprès de sociétés privées. C'est donc une privatisation rampante du service public de l'Éducation qui s'installe. Ce n'est pas leur conception de la société, et c'est pour cela qu'avec leurs camarades venus de tous le Nord et l'Est, ils étaient nombreux à manifester hier.

Appels au dialogue

Une jeunesse en action, c'était aussi le cas des stagiaires de l'Institut Régional des Travailleurs Sociaux de Saint-Benoît (IRTS). Ils s'opposent à un décret de Xavier Bertrand, Ministre du Travail, qui supprime toute rémunération à ceux qui font leur stage pratique dans un établissement public. Les seules "gratifications" permises ne concernent plus que les étudiants qui trouvent un stage dans le privé. Or, sans rémunération, comment vivre lorsque l'on est étudiant, surtout quand on est issu d'une famille sans trop de moyens qui a déjà fait beaucoup de sacrifices pour donner la possibilité à un de ses enfants d'entrer dans le centre de formation des travailleurs sociaux. Or, comme le rappellent les étudiants, ce stage constitue la pierre angulaire de leur formation. Pas de stage, cela signifie pas de diplôme, et donc pas d'emploi. Alors qu'en regard à la situation sociale et à la nécessité de lutter constamment pour maintenir la cohésion de la société, les travailleurs sociaux ont un rôle essentiel dans notre pays.

Les manifestants ont convergé vers la Préfecture. Des représentants des lycéens, des parents d'élèves et de l'Intersyndicale ont pris la parole. Les syndicalistes demandent au gouvernement un nécessaire dialogue social avant toute réforme dans la fonction publique. C'est le débat public et le dialogue entre toutes les personnes concernées qui doivent servir de base à la construction d'une fonction publique modernisée, soulignent-ils, rejetant par avance tout passage en force.

Manuel Marchal

[Retour au format normal](#)

Saint-Denis : Unité d'action de la jeunesse et des grévistes
Article paru dans Témoignages le vendredi 16 mai 2008 (page 3)
URL : http://www.temoignages.re/article.php3?id_article=29817